

# Mémoire sur la présence des forces armées en Afghanistan

## Jeunes Néo-Démocrates du Québec

Si on nous avait demandé de faire connaître notre position concernant la présence des forces canadiennes en Afghanistan il y a de cela 8 ans, il aurait été possible de se questionner sur le rôle possible qu'auraient pu avoir les soldats canadiens en ce pays, en tenant compte de multiples facteurs. Il aurait donc été envisageable de concevoir la mission avec beaucoup plus d'ouverture et de possibilités que dans le présent exercice, qui se limite à avaliser ou à rejeter, ultimement, la présence des soldats canadiens en Afghanistan. C'est pourquoi le présent document ne se targue pas d'avoir une visée prospective. Il tente plutôt d'offrir un aperçu de la situation et des changements qui ont transformé l'Afghanistan et le Canada au cours des dernières années, puis de conclure sur la voie à suivre afin d'améliorer la situation actuelle. Pour ce faire, plusieurs thèmes seront abordés : En premier lieu, nous discuterons de la situation en Afghanistan. Nous critiquerons aussi les liens plus forts bâtis avec les Etats-Unis, qui semblent parfois occulter toute autre considération, ainsi que la coalition de l'OTAN qui agit en Afghanistan. Enfin, nous jetterons un œil sur les conséquences que cette guerre a pour les Canadiens, soit en ce qui concerne les soldats morts au combat et aussi de par les dépenses énormes encourues par l'armée.

### La situation en Afghanistan

Il va sans dire que si la sécurité augmentait en Afghanistan, suite à la présence des forces de la coalition, on ne pourrait que s'en réjouir, ainsi qu'affirmer que le sacrifice de nos soldats n'a pas été vain, voire même poursuivre dans cette voie. Si, par contre, la sécurité n'avait pas changé, si les attentats étaient toujours aussi nombreux, on devrait conclure que nos forces armées n'ont aucun effet et qu'il est préférable de les retirer d'Afghanistan, plutôt que de les laisser courir en risque qui n'a aucun effet perceptible.

Or, les faits sont sans équivoque. Il est faux de dire que la présence des troupes canadiennes en Afghanistan a eu une conséquence. Il serait tout aussi faux de dire que les troupes canadiennes ont un effet stabilisateur dans la région. En fait, depuis leur arrivée, la situation se détériore en Afghanistan. C'est du moins ce que rapportait *La Presse*, le 16 août 2007. On y découvre que le nombre de soldats de la coalition tués au combat à chaque année augmente de 2001 à 2006. Alors que durant les années 2002, 2003 et 2004, il y avait environ 80 soldats tués à chaque année, ce nombre passa à plus de 120 en 2005 et approche les 200 soldats tués en 2006. De plus, selon les mots du quotidien, « Les attentats ont plus que triplé, de 2002 à 2006, dans les provinces autour de Kaboul et près de la frontière du Pakistan. Et ils sont 11 fois plus nombreux, au sud, autour de Kandahar, Helmand et Oruzgan, où ils sont passés de 9 à 103. » Le quotidien cite un document du gouvernement, dans lequel on peut lire : « la situation de la sécurité s'est détériorée, notamment dans le sud et l'est du pays, 2006 étant l'année la plus meurtrière depuis la chute des talibans. Les régions rurales de l'Afghanistan sont minées par les bandits, les seigneurs de la guerre, et les trafiquants de drogues. Les gens qui travaillent ou qui appuient le gouvernement sont de plus en plus la cible d'attaques, pas seulement dans le sud mais dans l'ensemble de

l'Afghanistan. Des tentatives de meurtre, dont une a été réussie, ont été menées contre plusieurs gouverneurs. » Par ailleurs, entre 150 et 198 écoles ont été brûlées durant la première moitié de 2006 et 20 enseignants ont été assassinés. La culture illégale du pavot a augmenté de 60% en un an. Plus d'un million d'Afghans consomment de la drogue, dont 60 000 enfants de moins de 15 ans. De plus, le taux de violence terroriste et insurgée a augmenté de 20% depuis 2006. Le nombre de décès de civils afghans a doublé depuis 2005.

Par ailleurs, un spécialiste de cette question, M. Antonio Giustozzi, affirme qu'il est impossible de faire revenir la sécurité sans impliquer la négociation entre les parties. Cette négociation est toutefois rendue impossible à cause de l'aspect belliqueux de la mission et de certains participants de la coalition, comme l'Allemagne, qui refuse toute forme de négociation. Il souligne que de plus en plus de religieux appuient aujourd'hui les talibans en Afghanistan. Il souligne de plus le fait qu'alors que la société afghane est avant tout communautaire, centrée autour de tribus ou de villages, la religion est une des seules organisations supra-communautaires, capables de faire passer un message à un ensemble important de la population. Il rapporte qu'en 2003, les religieux de la province de Zaboul appuyaient les talibans. En 2004, ils ont commencé à encourager la population au jihad contre les Américains et les forces gouvernementales dans la province de Helmand. Ensuite, les mollahs ont encouragé à la rébellion dans la province de Kandahar, là où agissent les soldats canadiens. De plus, les religieux gagnent du terrain, allant désormais jusqu'à Kaboul et au nord-est du pays, là où ils ne prêchaient pas auparavant. Ils ont fait assassiner des mollahs pro-occidentaux. On dénombre 12 de ces meurtres en 2005 et en 2006. Il faut aussi savoir que plusieurs des communautés afghanes sont rivales du gouvernement et recherchent donc la protection des talibans. En échange, elles leur donnent asile. Pour M. Giustozzi, le Pakistan donne un appui tacite aux talibans, puisqu'il a les moyens de contrôler la frontière, mais ne le fait pas. Il rappelle que le Pakistan appuyait les talibans avant 2001, et qu'il souhaite toujours que le gouvernement afghan soit favorable au Pakistan. Il est donc dans son intérêt de mettre au gouvernement des Afghans, qu'il appuie, ou alors de garder le gouvernement afghan dans un état de dépendance à son égard. Dans un tel contexte, il est naïf de croire qu'une armée peut combattre un mouvement qui a ses racines dans la population, dans la religion et qui peut aller chercher refuge chez un protecteur qui possède l'arme nucléaire.

La violence contre les femmes est encore répandue. Celles-ci ne peuvent que rarement faire valoir leurs droits dans les tribunaux. 50% des femmes affirment être battues et les politiciennes, militantes et travailleuses sociales affirment être couramment intimidées. On peut lire dans le journal : « À Kandahar, la dirigeante du ministère de la Condition féminine a été assassinée en septembre alors qu'elle se rendait au travail. Une députée a reçu tellement de menaces de mort qu'elle a couché pendant un certain temps à un endroit différent chaque soir. Les autorités enquêtent rarement sur les plaintes des femmes. »

Le Canada est mal perçu en Afghanistan. Cela n'est pas anormal. En effet, d'après un décompte de l'ONU et de l'Associated Press, plus de la moitié des 600 civils morts aux mains des combattants de la guerre en Afghanistan ont en fait été tués par les forces de la coalition.

Alors que le gouvernement conservateur affirme que la mission en Afghanistan est faite afin d'assurer aux Afghans les bénéfices d'une meilleure gouvernance et le respect des droits de l'homme, le gouvernement soutenu par la coalition a été critiqué par la haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme lors de la dernière année. Louise Arbour a condamné l'exécution

de 15 condamnés à mort. Par ailleurs, ces hommes n'ont pas bénéficié de toutes les garanties procédurales de leurs droits juridiques. Par ailleurs, selon le porte-parole de la Cour Suprême, « d'autres condamnés ont, depuis [2004], été exécutés, dont certains pour des crimes politiques. » La défense d'un État exécutant ses citoyens pour cause de « crime politique » est-il l'idée que le gouvernement conservateur se fait de la défense des droits de l'homme et de la démocratie? Il y aurait en ce moment 300 condamnés en attente dans les couloirs de la mort en Afghanistan.

## Les alliés du Canada

Par ailleurs, il faut noter que le gouvernement conservateur canadien semble tenter de se légitimer en recourant bien souvent à un appel à la majorité. En d'autres termes, il légitime son action en Afghanistan en invoquant le fait que le Canada ne soit pas seul en Afghanistan. Il souligne qu'il a l'appui de 40 pays. Il s'agit des pays membres de l'OTAN, de pays membres du Euro Atlantic Partnership Council et de trois autres pays. Ces chiffres dissimulent le fait que seule une poignée de pays sont réellement engagés en Afghanistan. Ils ne représentent qu'un appui sans engagement réel de la part des pays concernés, qui permet au Canada et à ses alliés d'avoir une légitimité politique. Toutefois, il ne faut pas croire que ces autres pays sont réellement engagés aux côtés du Canada. En fait, ils ne font que dire qu'ils appuient la cause, sans pour autant la défendre ou s'y engager.

En fait, de tous les pays mentionnés, seuls 9 d'entre eux, incluant le Canada, emploient plus de 1000 soldats en Afghanistan à l'heure actuelle. En termes de nombre des troupes totales, le Canada est d'ailleurs à la cinquième place. Toutefois, la comparaison est plus évocatrice quand on prend aussi en compte le rôle que les troupes ont.

En effet, deux des pays précédant le Canada en terme de nombre de troupes ont des rôles moins offensifs, et donc moins risqués, que celui que le Canada joue. Alors que le mandat que l'Italie a donné à ses troupes ne leur permet pas de s'engager militairement dans des conflits ouverts, ce qui réduit considérablement le danger que court ses troupes, l'Allemagne a comme rôle d'aider à la reconstruction et ne peut pas s'impliquer dans des conflits direct avec les insurgés dans les provinces du sud et de l'est du pays. Il en résulte donc que notre pays, le Canada, est un des pays qui fait le plus grand effort de guerre en terme de soldats, tout comme en terme de prise de risque par rapport à son rôle dans la mission afghane.

Cette réalisation permet de conclure que le gouvernement canadien peut bien se dire appuyé politiquement par ses alliés à l'international, il n'en demeure pas moins qu'il n'est pas appuyé dans les faits par l'immense majorité des pays membres de la mission de l'OTAN en Afghanistan (ISAF).

De plus, un institut de recherches basé en Grande-Bretagne, Chatham House, a établi que des problèmes intrinsèques au fonctionnement de la coalition nuisaient à son efficacité. Tout d'abord, il y a trop peu de soldats pour que la mission puisse être menée à terme, selon le rapport de cet institut. Il souligne aussi que les différents pays composant la force dite de la coalition, ayant tous des objectifs différents, ont de la peine à s'entendre sur les objectifs de la mission,

ainsi que sur les moyens employés. Par exemple, on peut dénoncer le fait que l'OTAN n'ait pas de stratégie à long terme pour consolider une gouvernance stable en Afghanistan. Cet état de fait permet aux talibans d'occuper les zones vides de sécurité. Ainsi, les progrès de la coalition sont maintenus à néant par son incapacité à se coordonner à long terme. De plus, l'institut affirme que cet état pourra perdurer tant que les talibans pourront trouver refuge au Pakistan. Or, on sait que la situation actuelle au Pakistan ne se prête pas à une stabilisation de la frontière...

Autre exemple : Kaboul a considéré pouvoir négocier avec les talibans, afin de résoudre le conflit. Aussitôt que le gouvernement a lancé cette hypothèse, les membres de la coalition ont fait savoir leur point de vue, tentant d'influencer le gouvernement, chacun en des sens différents. Par exemple, alors que plusieurs pays de l'OTAN considéraient cette option avec Kaboul, le ministre allemand de la Défense imposait une fin de non-recevoir à toute négociation. Il est, dans un tel contexte, impossible d'avoir un plan à long terme, permettant le développement et l'amélioration de la qualité de vie des Afghans. Pour améliorer l'efficacité d'une mission de reconstruction, qui ne saurait souffrir des divergences de vue des membres d'une coalition, il faudrait que celle-ci soit assurée par un seul acteur en lequel la population mondiale pourrait avoir confiance, comme l'ONU.

## La situation chez nous

Enfin, nous jetterons un œil sur les conséquences que cette guerre a pour les Canadiens, soit en ce qui concerne les soldats morts au combat et aussi de par les dépenses énormes encourues par l'armée.

L'image du Canada dans le monde se trouve aussi entachée par la guerre en Afghanistan, notamment en ce qui concerne le traitement des prisonniers. Depuis longtemps, des rumeurs et des doutes ont subsisté, suite aux accusations de prisonniers, à l'effet que les détenus des prisons afghanes auraient pu être soumis à la torture. Les ministres conservateurs ont tenté de réduire la portée de ces accusations, disant qu'il s'agissait de propagande talibane et que de telles accusations n'étaient pas fondées. Toutefois, la Commission afghane indépendante des droits de la personne soulignait elle aussi que le tiers des prisonniers talibans étaient torturés dans les prisons afghanes. Par ailleurs, *La Presse* a rapporté que les allégations de torture provenaient aussi d'un haut responsable de la prison de Kandahar. Évidemment, si ces allégations étaient fondées, le Canada contreviendrait à la convention de Genève, ce qui nuirait grandement à sa renommée internationale.

Des nouvelles plus récentes rapportent que plusieurs diplomates ont visité ces prisons et qu'ils ont produit des rapports à cet effet. Ces rapports démontrent en fait qu'il y aurait bien de la torture dans les prisons afghanes. On peut aussi y lire que les geôliers emploient à cette fin des morceaux de fils électriques tressés ainsi que des boyaux en caoutchouc, avec lesquels ils frappent les détenus. Il est certain que le gouvernement qui a caché cela à la population devra en répondre à son électorat ainsi qu'à la communauté internationale. De notre point de vue, il s'ensuit que cette manière de faire doit cesser et qu'il faut au moins cesser immédiatement le transfert des prisonniers aux forces afghanes.

Non seulement content d'avoir simplement fait preuve de négligence en ce qui a trait au dossier de la torture, le gouvernement canadien de Stephen Harper a agi avec duplicité. Il a maintenu le flou autour de cette en arguant qu'il s'agissait de propagande terroriste. Puis, quand il y eut des preuves de la torture, on s'arrangea pour que les Forces armées canadiennes cessent de transférer les détenus aux Afghans, tout en omettant d'en informer la population canadienne. Ce changement de politique a aussi été caché aux alliés du Canada au sein de l'OTAN, ce qui explique que ceux-ci aient mal réagi en apprenant la nouvelle. Il s'agit d'une autre illustration de la difficulté qu'il y a à travailler au sein d'une mission dans laquelle le leadership est partagée, comme celle de l'OTAN.

Par ailleurs, ce changement de politique nous pousse à nous poser de multiples questions, auxquelles le Cabinet conservateur n'a pas encore eu la décence de répondre. Si les talibans ne sont plus pris en tant que prisonniers et envoyés dans des centres de détention afghans, que leur arrive-t-il ? Est-ce que les Canadiens se refusent simplement à les faire prisonniers, ce qui diminue fortement l'efficacité de la mission ? Est-ce qu'ils laissent plutôt les Afghans procéder eux-mêmes aux arrestations, tout en sachant pertinemment le sort réservé aux talibans, ce qui va aussi à l'encontre de la convention de Genève ? Dans le pire des cas, on pourrait envisager que le Canada ne fasse pas de prisonniers, car il ne laisse pas de talibans en vie sur place. Dans le meilleur des cas, on pourrait espérer qu'il rapatrie ses prisonniers dans un pays rapproché de l'Afghanistan, dans lequel il n'y a aucun risque de torture pour les prisonniers. Toutefois, il faut se douter que cette dernière option implique des coûts prohibitifs qui s'ajoutent à la facture totale de la guerre en Afghanistan.

Mais voilà, il est actuellement impossible de le savoir. Quiconque refuse de donner un chèque en blanc à une administration cachottière, voire même menteuse, devrait s'opposer à la guerre en Afghanistan sur la base qu'on nous cache ce qui s'y déroule réellement, ainsi que sur l'hypothèse selon laquelle si on cache quelque chose, c'est que ça ne doit pas être joli à voir. Appuyer la mission revient, de notre point de vue, à entretenir une confiance aveugle envers le gouvernement Harper en ce qui a trait au traitement des prisonniers, ce qui nous semble inacceptable.

Par ailleurs, quand le gouvernement conservateur nous assure que son souhait le plus cher est de reconstruire le pays afghan, on ne saurait le croire sur parole. En effet, pour chaque dollar investi en terre afghane pour la reconstruction et le développement, le gouvernement canadien en investit 10 pour financer les dépenses militaires dans ce pays. Les chiffres démontrent que le Canada aura dépensé 7,2 milliards pour la mission en Afghanistan depuis 2001 en mars 2008<sup>1</sup>. Ils soulignent aussi que les dépenses canadiennes dans la sphère militaire sont à leur plus haut depuis la Deuxième Guerre mondiale. De plus, *La Presse* nous apprend que le Canada emploie un gros total de quatre vérificateurs, tous afghans. Trois d'entre eux sont employés par l'ACDI et l'un d'entre eux par la Défense nationale. « Aucun Canadien ne va sur le terrain », écrit le quotidien. On dit de l'un des moniteurs que : « sa liste de projets à surveiller est vaste comme un océan, ses outils de travail minimalistes et son territoire immense – la province de Kandahar. » « Il n'a qu'un calepin sur lequel il griffonne des notes. » « Visiblement, les trois moniteurs et les soldats ne peuvent pas tout vérifier. » Michèle Ouimet, auteure de l'Article sur ce sujet, détaille comment l'un des moniteurs a évalué une classe : « Il a d'abord examiné la liste des présences, puis il a

---

<sup>1</sup> Canadian Center for political alternatives

demandé aux femmes si elles étaient satisfaites de leurs cours et si elles avaient reçu la nourriture du PAM. Certaines ont ensuite écrit leur nom au tableau, histoire de montrer qu'elles avaient fait des progrès. » On voit donc qu'il n'y a pas de contrôle sur la qualité de l'enseignement, ni de questions posées à ces femmes sur leurs conditions de vie à la maison. Le moniteur n'a pas non plus abordé les questions de l'évaluation des élèves, la répartition des cours, le salaire des enseignants, etc. Son examen était superficiel. Toutefois, on ne peut en vouloir au moniteur, qui, en plus de surveiller l'alphabétisation, se préoccupe du programme de déminage, de la campagne de vaccination contre la polio, celle contre le tétanos, la distribution de matériel aux réfugiés et de l'hôpital de Kandahar. Le moniteur dit lui-même : « Nous avons trop de responsabilités. On ne fait que des vérifications rapides. »

Michèle Ouimet, qui a voyagé en Afghanistan depuis 1996, affirme que « pendant que le Canada bâtit d'une main, ses soldats détruisent de l'autre. » « Les blindés écrasent des récoltes et torpillent des maisons, car on ne chasse pas le taliban sans faire de dégâts. » Elle dit aussi que la ville de Kandahar (là où sont postés les soldats canadiens) n'a pas changé depuis 1996. Les seules nouvelles structures qu'elles voient sont « quelques grosses cabanes prétentieuses [qui] ont poussé dans le quartier Ansari, où vivent les nouveaux riches qui brassent des grosses affaires avec l'OTAN et les seigneurs de la guerre ». Au niveau de la situation des femmes, elle énumère : « les femmes ne choisissent pas leur mari, elles vivent sous la coupe des hommes, père, frères, oncles, cousins, elles n'ont pas le droit de fréquenter les restaurants, elles se tapent toutes les corvées, la lessive, le ménage, la cuisine, elles multiplient les grossesses à risque et elles n'ont pas accès aux contraceptifs. »

Parlant de la condition des femmes, on peut rappeler le passage de Malalai Joya au Congrès du NPD en 2006, qui a critiqué fortement le passage de l'armée canadienne en Afghanistan, bien qu'elle soit elle-même femme, afghane et députée.

« Il faut que je vous dise que, malheureusement, la situation désespérée du peuple afghan n'a pas changé. Lorsque le pays tout entier vit à l'ombre des armes à feu et des seigneurs de guerre, comment ses femmes peuvent-elles jouir des libertés les plus fondamentales? Contrairement à la propagande diffusée par certains médias occidentaux, les hommes et les femmes en Afghanistan n'ont pas été libérés du tout. » « Je pense que si le Canada et d'autres gouvernements tiennent vraiment à aider le peuple afghan et effectuer des changements positifs, il faudrait qu'ils agissent de façon autonome, plutôt que de devenir un outil avec lequel le gouvernement américain peut imposer ses mauvaises politiques. »

Le quotidien rapporte aussi qu'un hôpital, financé par les contribuables canadiens aux frais de 3 millions de dollars, est dans un état lamentable. Une maternité, pour laquelle l'ACDI a versé 350 000\$ reste à l'état de plans. André Pratte écrit : « La morgue est en réalité un conteneur dans lequel les corps sont empilés et pourrissent, la réfrigération étant insuffisante. » Ces quelques exemples illustrent bien le fait qu'une mission armée, nécessitant de coûteuses dépenses, n'est pas efficace dans une entreprise de reconstruction ou de développement humanitaire, encore plus quand seuls quatre responsables, qui relèvent tous du gouvernement, sont les seuls yeux du pays contributeur du terrain.

Suite à cette lecture des faits, on peut douter de la sincérité du gouvernement, quand il affirme qu'il souhaite améliorer la situation pour la population en Afghanistan. De toute manière,

même si on le croyait, cela ne changerait rien. Au lieu d'être malhonnête, il serait alors incompétent. Et ni un gouvernement malhonnête, ni un gouvernement incompétent ne devrait pouvoir mener les Canadiens et ses soldats dans une guerre de l'autre côté du monde pour une durée plus longue que celle de la deuxième guerre mondiale.

## Conclusion

En guise de conclusion, nous voulons réitérer notre position, selon laquelle la mission de l'OTAN en Afghanistan, à laquelle participe le Canada, est inefficace. En termes de reconstruction et de sécurité, elle est même contre-productive. De plus, elle nuit à l'image du Canada dans le monde et sacrifie des sommes importantes, tout comme la vie des soldats canadiens. Il nous semble préférable de nous retirer le plus tôt possible d'Afghanistan et de cette mission de l'OTAN.